

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



# REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

**Jeudi 20 Novembre 2025**



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : [www.economie.gouv.sn](http://www.economie.gouv.sn) – Contact: [contact.mepc@economie.gouv.sn](mailto:contact.mepc@economie.gouv.sn)



# PRESSE EN LIGNE

## **LEJECOS. COMMUNIQUE DU CONSEIL DES MINISTRES DU MERCREDI 19 NOVEMBRE 2025**

Le Conseil des Ministres s'est tenu le mercredi 19 novembre 2025, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Bassirou Diomaye Diakhar FAYE, Président de la République. Le Chef de l'Etat a fait une communication portant sur les points suivants :Renforcement du dialogue social dans les secteurs de l'éducation et de la santé et suivi permanent du Pacte national de stabilité sociale.Monsieur le Président de la République a débuté sa communication en soulignant l'importance de la stabilité sociale dans le secteur de l'éducation et de la formation, facteur de consolidation de l'excellence du système éducatif sénégalais. A cet effet, il demande au Gouvernement, en relation avec les partenaires de la communauté éducative, notamment les organisations syndicales, de renforcer les concertations et le dialogue social, afin de garantir la continuité des enseignements et apprentissages, le respect du calendrier scolaire et d'accomplir les diligences et mesures administratives attendues dans le cadre des engagements souscrits et accords signés.

[https://www.lejecos.com/COMMUNIQUE-DU-CONSEIL-DES-MINISTRES-DU-MERCREDI-19-NOVEMBRE-2025\\_a29894.html](https://www.lejecos.com/COMMUNIQUE-DU-CONSEIL-DES-MINISTRES-DU-MERCREDI-19-NOVEMBRE-2025_a29894.html)

## **RTS. TOURISME | LE CHEF DE L'ÉTAT FIXE DE NOUVELLES ORIENTATIONS POUR RENFORCER L'ATTRACTIVITÉ DE LA DESTINATION SÉNÉGAL**

Le Président de la République a rappelé, lors du dernier Conseil des ministres, le rôle stratégique du tourisme dans la croissance économique nationale, la création d'emplois et la promotion d'un développement durable des territoires. Considérant ce secteur comme un véritable moteur, il a appelé à intensifier les programmes de promotion de la Destination Sénégal et à accélérer la modernisation des zones touristiques.Le Chef de l'État a notamment insisté sur la nécessité de valoriser davantage les patrimoines culturels et naturels du pays, ainsi que de soutenir la construction d'infrastructures hôtelières et touristiques de classe mondiale sur l'ensemble du territoire national. Cette dynamique, selon lui, permettra de renforcer la compétitivité internationale du Sénégal en tant que destination incontournable.Attaché au développement de nouvelles zones touristiques, le Président a également mis l'accent sur l'amélioration continue de la qualité des offres et prestations, un élément clé pour positionner durablement le pays sur le marché mondial du tourisme.

<https://www.rts.sn/actualite/detail/a-la-une/tourisme-le-chef-de-letat-fixe-de-nouvelles-orientations-pour-renforcer-lattractivite-de-la-destination-senegal>

## **RTS. EMPLOI DES JEUNES | LE CHEF DE L'ÉTAT ACCÉLÈRE LA MISE EN ŒUVRE DE LA NOUVELLE POLITIQUE NATIONALE DE L'EMPLOI**

L'emploi des jeunes reste au cœur des priorités gouvernementales. Lors du Conseil des ministres, le Président de la République a réaffirmé l'urgence d'intensifier les efforts pour offrir des perspectives solides à une jeunesse dynamique et en quête d'opportunités.Le Chef de l'État a rappelé au Premier ministre la nécessité d'accélérer



la finalisation du nouveau document portant Politique nationale de l'Emploi, dont l'adoption est attendue avant fin décembre 2025. Ce document stratégique doit permettre d'harmoniser les interventions de l'État et de proposer des solutions innovantes, adaptées aux réalités du marché du travail. Dans cette perspective, le Président a demandé une transformation profonde du dispositif de formation professionnelle et technique, un levier essentiel pour améliorer l'employabilité des jeunes. Il a notamment insisté sur : la montée en puissance de la formation duale, qui alterne apprentissage en entreprise et formation théorique ; le renforcement des interventions du Fonds de Financement de la Formation professionnelle et technique (3FPT), pour mieux soutenir les demandeurs d'emploi et les entreprises ; la construction et l'opérationnalisation de centres de formation professionnelle dans tous les départements du pays, afin d'assurer une offre équitable et de proximité.

<https://www.rts.sn/actualite/detail/a-la-une/emploi-des-jeunes-le-chef-de-letat-accelere-la-mise-en-oeuvre-de-la-nouvelle-politique-nationale-de-lemploi>

### **RTS. RAYONNEMENT INTERNATIONAL : LE SÉNÉGAL RÉFLECHIT À LA CRÉATION D'UNE MARQUE NATIONALE « TERANGA SÉNÉGAL »**

Dans le cadre de la stratégie globale visant à renforcer son rayonnement international, le Premier Ministre a annoncé l'engagement d'une réflexion nationale sur la création d'une plateforme de marque "Sénégal" ou "Teranga Sénégal". L'objectif est de doter le pays d'une identité internationale forte, capable de valoriser ses atouts culturels, sportifs, économiques et technologiques. Cette initiative s'inscrit dans une démarche ambitieuse de diplomatie culturelle et sportive, visant à accroître la visibilité et l'influence du Sénégal sur la scène internationale. Le Gouvernement prévoit également de mobiliser les Jeux Olympiques de la Jeunesse (JOJ) Dakar 2026 comme un levier stratégique pour promouvoir cette nouvelle image du pays, tout en consolidant l'unité nationale autour de grands événements sportifs et culturels.

<https://www.rts.sn/actualite/detail/a-la-une/rayonnement-international-le-senegal-reflechit-a-la-creation-dune-marque-nationale-teranga-senegal>

### **MEPC. Le ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération a pris part, le mardi 18 novembre 2025, à la célébration de la Fête du Roi du Royaume de Belgique**

Monsieur Abdourahmane Sarr y représentait le Président de la République du Sénégal, Son Excellence Monsieur Bassirou Diomaye Diakhar Faye, le Premier ministre et l'ensemble des membres du Gouvernement, au nom du peuple sénégalais. « La coopération au développement entre nos deux pays, après plus de cinq décennies de mise en œuvre, fait que la Belgique est devenue bien plus qu'un partenaire technique ou financier ; elle est une alliée engagée, attentive aux réalités du terrain, profondément investie dans les priorités du Sénégal », a rappelé le ministre dans son discours. Il a également magnifié l'accompagnement de la Belgique à travers l'agence belge de coopération, Enabel. Pour le ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération, l'État du Sénégal entend approfondir sa coopération au développement avec le Royaume de Belgique, en l'inscrivant dans une dynamique de diversification plus accentuée et d'optimisation plus prononcée des retombées.

<https://web.facebook.com/100067324742649/posts/1166234158964065/?rclid=3qEFJ8G83xWMyDAE#>



## **LEJECOS. Exécution budgétaire au 3e trimestre 2025 : Un déficit maîtrisé malgré la hausse des charges courantes**

Le ministère en charge des finances et du budget a rendu public son rapport d'exécution budgétaire au troisième trimestre 2025. Dans un contexte économique mondial hétérogène avec un ralentissement aux États-Unis, une reprise modérée en Europe et une résilience des économies émergentes, l'économie sénégalaise continue d'afficher une croissance solide, largement soutenue par l'exploitation des hydrocarbures. Cette dynamique a permis d'améliorer la mobilisation des recettes tout en maîtrisant le niveau des dépenses publiques. À fin septembre 2025, les recettes du budget général s'élèvent à 3 254,0 milliards de francs Cfa, soit 69,7 % de l'objectif annuel fixé à 4 668,9 milliards. La performance est essentiellement portée par les recettes fiscales, qui ont atteint 2 987,9 milliards de francs Cfa, représentant 72,9 % des prévisions annuelles. Selon le rapport, elles progressent de 7,6 % en glissement annuel, soit 211,1 milliards de francs Cfa supplémentaires par rapport à la même période de 2024.

[https://www.lejecos.com/Execution-budgetaire-au-3e-trimestre-2025-Un-deficit-maitrise-malgre-la-hausse-des-charges-courantes\\_a29895.html](https://www.lejecos.com/Execution-budgetaire-au-3e-trimestre-2025-Un-deficit-maitrise-malgre-la-hausse-des-charges-courantes_a29895.html)

## **APS. L'ANSD travaille à une désagrégation des statistiques jusqu'aux échelles régionale et départementale (DG)**

L'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) travaille, depuis quelques années, à une désagrégation des données statistiques jusqu'à l'échelle régionale, voire départementale, afin de faciliter leur utilisation par les acteurs locaux, a-t-on appris de son directeur général, Abdou Diouf. "Nous travaillons à avoir une désagrégation jusqu'à l'échelle régionale et parfois même jusqu'à l'échelle départementale, afin que les acteurs puissent utiliser au mieux les données", a fait savoir le directeur général de l'ANSD, Abdou Diouf. Il participait à une réunion du comité régional de développement (CRD) tenue mardi à Thiès, en perspective de la célébration de la Journée africaine de la statistique (JAS).

<https://aps.sn/lansd-travaille-a-une-desagregation-des-statistiques-jusquaux-echelles-regionale-et-departementale-dg/>

## **PRESS AFRIK. Sénégal : l'innovation verte devient un moteur économique grâce à l'ESS et aux coopératives solidaires**

À Dakar, le colloque international « Innovation et Développement durable en Afrique » qui s'est tenu du 18 au 19 novembre a fait émerger une convergence : l'innovation inclusive et les technologies vertes deviennent des leviers structurants de transformation économique pour le Sénégal. Lors du panel consacré à ce thème, le ministre de la Microfinance et de l'Économie sociale et solidaire (ESS), Dr Alioune Dione, a défini les contours d'une stratégie nationale articulée autour des chaînes de valeur locales, de l'innovation sociale et de l'autonomie productive des communautés. Le ministre a souligné que « ce colloque n'est pas un simple événement : il incarne le rythme d'une transformation sénégalaise ambitieuse, portée par la vision du Président Bassirou Diomaye Faye et mise en œuvre sous l'impulsion du Premier ministre Ousmane Sonko ».

[https://www.pressafrik.com/Senegal-l-innovation-verte-devient-un-moteur-economique-grace-a-l-ESS-et-aux-cooperatives-solidaires\\_a297688.html](https://www.pressafrik.com/Senegal-l-innovation-verte-devient-un-moteur-economique-grace-a-l-ESS-et-aux-cooperatives-solidaires_a297688.html)



## **LE SOLEIL. REDEVANCES RADIOÉLECTRIQUES : L'ARTP MOBILISE 44,5 MILLIARDS DE FCFA, SOIT 206 % DES OBJECTIFS 2025**

L'Autorité de Régulation des Télécommunications et des Postes (ARTP) signe une année exceptionnelle. Au troisième trimestre 2025, le régulateur enregistre 44,5 milliards de FCFA de redevances radioélectriques mobilisées, soit plus du double de l'objectif annuel fixé à 21,6 milliards. Une performance historique qui place l'institution parmi les acteurs les plus dynamiques de la mobilisation des ressources internes. Cette progression, réalisée en étroite collaboration avec la Direction générale des Impôts et des Domaines (DGID), constitue l'un des meilleurs taux de réalisation observés ces dernières années : 206 %. Elle confirme l'impact d'un secteur des télécommunications porté par la montée en puissance des usages numériques et la diversification des infrastructures. Au niveau national, les recettes non fiscales recouvrées à fin septembre 2025 atteignent 214,2 milliards de FCFA, soit 75,8 % de l'objectif fixé pour l'année. L'ARTP y contribue de manière déterminante grâce à une mobilisation nettement supérieure aux prévisions initiales.

<https://www.rts.sn/actualite/detail/economie/redevances-radioelectriques-lartp-mobilise-445-milliards-de-fcfa-soit-206-des-objectifs-2025>

## **AGENCE ECOFIN. Sénégal : GuarantCo appuie l'obligation verte de la Senelec dédiée à 9 projets renouvelables**

Avec l'un des taux d'accès à l'électricité les plus élevés d'Afrique de l'Ouest, le Sénégal progresse vers l'accès universel prévu en 2029. La nouvelle opération de financement annoncée s'inscrit dans cette trajectoire d'expansion des capacités électriques, notamment renouvelables. GuarantCo, membre du Private Infrastructure Development Group, a annoncé le mardi 18 novembre avoir accordé une garantie pouvant atteindre 50 millions USD pour soutenir une obligation de 213 millions USD émise par la Senelec, opérateur public du secteur électrique au Sénégal. Cette première intervention de GuarantCo dans le pays doit permettre de financer neuf projets d'énergie renouvelable, représentant 585 MW de capacité solaire et 329 MW de stockage par batteries.

<https://www.agenceecofin.com/actualites-industries/2011-133538-senegal-guarantco-appuie-l-obligation-verte-de-la-senelec-dediee-a-9-projets-renouvelables>

## **LE SOLEIL. Gestion active de la dette, option privilégiée (Par Oumar FÉDIOR)**

Le Sénégal va-t-il finalement accepter de restructurer ? Rien n'est moins sûr. Pour le moment, l'option choisie semble être « une gestion active de la dette ». En quoi consiste-t-elle ? La gestion active de la dette est une approche dynamique et proactive pour gérer les emprunts afin de réduire les coûts et les risques. Elle implique des stratégies telles que la renégociation des taux d'intérêt, le remboursement anticipé des prêts, et la gestion de la trésorerie et des flux de financement. La gestion active de la dette ne signifie pas que le pays se substitue aux exigences des partenaires financiers. Mais de se donner l'opportunité de disposer d'une marge budgétaire à travers un ciblage du poids de la dette. Dans une de ses sorties, le ministre sénégalais des finances et du budget indiquait que la gestion de la dette permet « de libérer des espaces qui seront profitables au Sénégal afin de procéder à des financements dans des secteurs prioritaires ».

<https://lesoleil.sn/le-decodeur/chronique/gestion-active-de-la-dette-option-privilegiee-par-oumar-fedior/>



## **LE QUOTIDIEN.Exportations – Défaut de rapatriement des recettes : Un manque à gagner de 3, 5% du Pib en 2024**

Le manque à gagner lié au défaut d'encaissement des recettes d'exportation est non négligeable. En 2024, ces ressources non rapatriées représentent 3, 5% du Produit intérieur brut (Pib), selon la Direction nationale de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Bceao). La réglementation des relations financières extérieures de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) impose aux opérateurs économiques des obligations importantes, notamment la domiciliation des exportations de biens et services, le rapatriement des recettes d'exportation, la cession de devises et la tenue de dossiers, entre autres. Malheureusement, certains opérateurs font fi de cette obligation communautaire. Ce qui impacte négativement l'économie nationale. En 2024, le défaut de rapatriement des recettes d'exportation représente 3, 5% du Produit intérieur brut (Pib). Ce qui, aux yeux des responsables de la Direction nationale de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Bceao), demeure inquiétant.

<https://lequotidien.sn/exportations-defaut-de-rapatriement-des-recettes-un-manque-a-gagner-de-3-5-du-pib-en-2024/>



## **ACTUALITÉS INTERNATIONALES**

### **France 24. Entre crise politique et crise de la dette, le Sénégal retient son souffle**

Au Sénégal, des dissensions entre le président Bassirou Diomaye Faye et le Premier ministre Ousmane Sonko ont éclaté au grand jour, après un remaniement contesté à la tête de la coalition présidentielle. Ces tensions interviennent alors que le pays est confronté à un endettement record qui menace l'économie du pays. Le 2 avril 2024, Bassirou Diomaye Faye était triomphalement élu à la tête du Sénégal, devenant, à 44 ans, le plus jeune président de l'histoire du pays. Une élection rendue possible grâce au soutien d'Ousmane Sonko. Empêché de concourir par la justice, le populaire président du parti d'opposition Pastef (Patriotes africains du Sénégal pour le Travail, l'Éthique et la Fraternité) l'avait désigné comme candidat de substitution, avant de devenir son Premier ministre. Dix-huit mois après ce plébiscite populaire, le duo, élu sur une promesse de rupture avec l'ancien pouvoir, semble traverser une zone de turbulence. La décision de Bassirou Diomaye Faye de nommer Aminata Touré, ancienne ministre de Macky Sall, devenue opposante, à la tête de la coalition présidentielle a suscité de vives critiques au sein du Pastef.

<https://www.france24.com/fr/afrique/20251119-entre-crise-politique-et-crise-de-la-dette-le-s%C3%A9n%C3%A9gal-retient-son-souffle>

### **RFI. À la Une: la majorité présidentielle au Sénégal tente de resserrer les rangs**



Rue René Ndiaye X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : [www.economie.gouv.sn](http://www.economie.gouv.sn) – Contact: [contact.mepc@economie.gouv.sn](mailto:contact.mepc@economie.gouv.sn)

« Signe de dégel », s'exclame le site d'information Seneweb. « Le président de la République, Bassirou Diomaye Faye, a rencontré avant-hier les membres du Bureau politique de Pastef, son parti, pour aborder, entre autres, sa relation avec son Premier ministre Ousmane Sonko et les récentes nominations contestées, notamment celle d'Aminata Touré. » En effet, rappelle Le Monde Afrique, « le 11 novembre dernier, Bassirou Diomaye Faye avait précipité la crise en annonçant retirer à Aïda Mbodj, une proche du Premier ministre, la direction de la coalition "Diomaye président". Et nommer à sa place Aminata Touré, sa conseillère spéciale, elle aussi une femme politique expérimentée, plusieurs fois ministre. »

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/revue-de-presse-afrique/20251120-%C3%A0-la-une-la-majorit%C3%A9-pr%C3%A9sidentielle-au-s%C3%A9n%C3%A9gal-tente-de-resserrer-les-rangs>

### **RFI. La RDC consacra près d'un tiers de son budget 2026 à la défense et à la sécurité**

La Première ministre congolaise Judith Suminwa a présenté mardi 18 novembre le projet de loi de finances à l'Assemblée nationale. Dans un contexte sécuritaire toujours volatile, notamment dans l'est du pays, le gouvernement affiche une priorité nette : 30 % du budget sera consacré aux forces de défense et de sécurité, un niveau inédit. « Le gouvernement, sous le leadership du commandant suprême des forces armées de notre pays, demeure fermement déterminé à récupérer chaque portion du territoire national passée entre les mains de l'ennemi », a déclaré Judith Suminwa devant les députés de la RDC. Elle a expliqué que la priorité est de mieux équiper l'armée, renforcer la logistique et améliorer la prise en charge des forces.

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20251119-la-rdc-consacrera-pr%C3%A8s-d-un-tiers-de-son-budget-2026-%C3%A0-la-d%C3%A9fense-et-%C3%A0-la-s%C3%A9curit%C3%A9>

### **COURRIER INTERNATIONAL. La Chine veut doubler la taille de sa classe moyenne d'ici à 2035**

Pour atteindre l'objectif ambitieux de passer les effectifs de la classe moyenne de 400 à 800 millions de personnes dans les dix ans à venir en Chine, les autorités appellent à un changement de paradigme économique, en fléchissant davantage les investissements vers la santé, l'éducation et la solidarité. Une petite révolution. "Au moins, mon salaire n'a pas baissé et j'ai toujours mon emploi." Interrogée par le South China Morning Post (SCMP), Xiao Mei, une femme de 38 ans qui travaille dans une école maternelle de Hangzhou (est de la Chine), fait contre mauvaise fortune bon cœur. Car son salaire de 6 000 yuans (environ 730 euros) n'a pas bougé d'un iota depuis plusieurs années. "Coincée dans une catégorie à faible revenu, elle est particulièrement pessimiste quant à ses perspectives d'avenir, tant le marché du travail chinois reste obstinément atone", explique le SCMP.

[https://www.courrierinternational.com/article/le-chiffre-du-jour-la-chine-veut-doubler-la-taille-de-sa-classe-moyenne-d-ici-a-2035\\_237627](https://www.courrierinternational.com/article/le-chiffre-du-jour-la-chine-veut-doubler-la-taille-de-sa-classe-moyenne-d-ici-a-2035_237627)

### **LE MONDE. UE-Mercosur : la France cherche à éviter l'isolement**

Paris, qui aura du mal à constituer une minorité de blocage contre l'accord de libre-échange, attend des concessions de la Commission européenne, au-delà des clauses de sauvegarde que les Etats membres ont adoptées, mercredi 19 novembre. Avec



méthode, Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission, avance ses pions pour que l'accord de libre-échange entre l'Union européenne (UE) et quatre pays du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay) devienne enfin réalité. Alors que de nombreux Etats membres, à commencer par l'Allemagne, ainsi que le Parti populaire européen (PPE), la première force politique au sein des institutions communautaires, la poussent à aller au plus vite, elle s'est donné un objectif : se rendre au Brésil, à l'occasion du sommet du Mercosur, qui débute le 20 décembre, en étant en mesure de donner des gages sérieux à ses interlocuteurs.

[https://www.lemonde.fr/economie/article/2025/11/19/ue-mercotur-la-france-cherche-a-eviter-l-isolement\\_6654052\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2025/11/19/ue-mercotur-la-france-cherche-a-eviter-l-isolement_6654052_3234.html)

### **BFMTV. France .Taxer les "spéculations ultrarapides" qui ont lieu sur une journée: les députés élargissent la taxe sur les transactions financières mais sans en augmenter le taux**

Les députés ont voté en première lecture pour que la taxe sur les transactions financières (TTF) soit également appliquée aux opérations réalisées dans la même journée, actuellement exonérées. Les députés ont élargi ce jeudi 20 novembre en première lecture l'application de la taxe sur les transactions financières (TTF) à des opérations d'achats et de ventes d'actions réalisées dans la même journée, mais ont refusé d'en augmenter le taux comme le voulait la gauche. Imposée en 2012 à un taux de 0,2% dans le sillage de la crise financière de 2007-2008, la TTF, qui visait initialement à financer l'aide au développement, frappe les ventes d'actions française dont la capitalisation boursière dépasse un milliard d'euros. Son taux est passé à 0,3% en 2017 puis 0,4% en 2025 avec des recettes espérées de 2,4 milliards d'euros.

[https://www.bfmtv.com/economie/economie-social/finances-publiques/taxer-les-speculations-ultrarapides-qui-ont-lieu-sur-une-journee-les-deputes-elargissent-la-taxe-sur-les-transactions-financieres-mais-sans-en-augmenter-le-taux\\_AD-202511200522.html](https://www.bfmtv.com/economie/economie-social/finances-publiques/taxer-les-speculations-ultrarapides-qui-ont-lieu-sur-une-journee-les-deputes-elargissent-la-taxe-sur-les-transactions-financieres-mais-sans-en-augmenter-le-taux_AD-202511200522.html)

### **ZONE BOURSE. L'UE durcit sa position commerciale face à la Chine alors que l'Allemagne opère un virage**

L'Union européenne présentera le mois prochain sa stratégie pour faire face à la montée des défis géopolitiques posés par Pékin et d'autres, alors que l'Allemagne, son plus grand membre, longtemps réticente à adopter des mesures plus fermes contre la Chine, semble revoir sa position. Dans une doctrine sur la sécurité économique qui sera dévoilée le 3 décembre, la Commission européenne examinera son arsenal de défense commerciale et décidera si des mesures supplémentaires sont nécessaires pour faire face à des menaces telles que la pression chinoise sur les terres rares et l'attitude combative des États-Unis. La Chine sera au centre de cette politique, alors que l'inquiétude grandit quant à la dépendance de l'Europe envers Pékin pour les minéraux critiques nécessaires à la transition écologique et numérique, ainsi qu'à la concurrence jugée déloyale des importations chinoises subventionnées pour les entreprises européennes.

<https://www.zonebourse.com/actualite-bourse/l-ue-durcit-sa-position-commerciale-face-a-la-chine-alors-que-l-alle-magne-opere-un-virage-ce7d5ededb89f32d>



## **LES ECHOS. « Plus d'un tiers des emplois publics seront substantiellement touchés par l'IA » : l'alerte de la Cour des comptes sur la modernisation de l'Etat**

L'institution de contrôle des dépenses de l'Etat craint que l'administration française ne prenne du retard sur les usages de l'intelligence artificielle. Elle préconise la mise en place d'une trajectoire claire, accompagnée d'un « véritable budget ». « Un retard global », « un risque de décalage ». En plein débat sur le budget, la Cour des comptes fait un constat critique de la gestion et de l'usage de l'intelligence artificielle au sein de l'Etat, sept ans après le lancement de la stratégie nationale sur l'IA, dans un rapport publié mercredi. Pour la plus haute juridiction financière, le compte n'y est pas dans la fonction publique, alors même que « plus d'un tiers des emplois publics seront fortement touchés par l'IA », explique Pierre Moscovici, son président. Pour lui, l'IA devrait être considérée comme une priorité stratégique pour transformer l'Etat et permettre de le rendre plus efficient, tout en réalisant des économies.

<https://www.lesechos.fr/tech-medias/intelligence-artificielle/plus-dun-tiers-des-emplois-publics-seront-substantiellement-touche-par-lia-lalerte-de-la-cour-des-comptes-sur-la-modernisation-de-letat-2199771>

